

Le mot des coéditeurs

Suzy Castor

et Michel Max Raynaud

Ce nouveau numéro d'*Haïti Perspectives* offre aux lecteurs les réflexions du Comité d'union et de support aux municipalités (CUSM), organisation de la société civile qui entre dans sa vingtième année d'existence et s'est toujours distinguée comme un espace de dialogue et d'échanges sur les questions d'intérêt commun. Consacré à la problématique de la participation engagée, ce numéro, à partir de l'analyse des diverses expériences présentées par les auteurs, suscite beaucoup de réflexions sur les importants défis et enjeux de la construction de la nation et de la démocratie dans notre pays.

En effet, le concept de participation, intimement lié à celui de démocratie, suppose la collaboration réelle des citoyens aux prises de décisions et à l'exercice du pouvoir, tant par l'entremise des délibérations politiques (élections, consultations, concertations) que par celle des organisations de la société civile qui expriment les préoccupations des citoyens-acteurs et la recherche de l'amélioration de leurs conditions de vie. En ce début du 21^e siècle, l'adoption de la participation citoyenne devrait être au centre de toute action politique décisionnelle. Ayant pour objectif la citoyenneté active, les divers articles du présent numéro font la promotion du droit à l'information, du droit à la participation et du devoir de prendre part à la vie collective. Cette conception implique que la démocratie est bien une construction collective qui s'évertue à transformer la société en apportant une possibilité de progrès pour l'ensemble de ses membres. Les faire participer à cette construction, c'est donner une orientation à la démocratie. C'est la rendre vivante.

Or, en Haïti, la grande majorité des citoyens n'est ni reconnue ni traitée à part entière. Par conséquent, la conquête de la citoyenneté pour tous exige encore de hautes luttes. La participation des citoyens ne peut se faire sans une formation à l'exercice de la citoyenneté par un apprentissage quotidien. Un changement s'impose aussi dans la perception de la citoyenneté, auquel on parviendra en faisant des usagers les acteurs, en favorisant la prise de parole et l'expression collective. La participation effective se projette ainsi comme une forme de reconnaissance du citoyen et fait naître une plus grande conscience de

la responsabilité partagée. Dans cette perspective, les études présentées peuvent être considérées comme une réponse au renouvellement de la recherche de citoyenneté. L'objectif est d'ouvrir autant que possible les espaces publics aux interventions citoyennes directes.

La majorité des actions relatées se situent dans le contexte de l'aménagement urbain. Tout en signalant les différences d'organisation des démarches et de méthodologie dans la participation entre les communautés rurales et les territoires urbains, les divers cas étudiés sont d'origine urbaine, ou même métropolitaine. Les articles de **Cécile Marotte**, d'**Anne Laurence Verret**, de **David Teley** et d'**Evens Emmanuel** localisent des réalisations dans le Parc de Martissant et les bidonvilles de Canaan. Celui de **Jeanine Millet** considère la problématique des marchés de rues et l'organisation de rues de Pétiion-Ville. **Flores Paola** et **Jarrot Silvere**, du Colectivo Crea, analysent l'expérience de Port-au-Prince après le séisme de 2010. Ces approches sont importantes vu que le phénomène de la « bidonvilisation » en Haïti, accéléré depuis la décennie 1990, s'agrandit avec des ramifications importantes et pose de graves problèmes. Ces territoires informels représentent la plus grande expression de l'inégalité dans nos villes et évoluent comme des espaces où vivent des milliers de gens profondément vulnérables dans leurs droits. Ces quartiers précaires (souvent appelés « ghettos ») ceinturent les villes, exercent des pressions et ont un impact sur l'aménagement du territoire. Aucun projet de développement, aucune politique urbaine ne peut se réaliser sans tenir compte de cette réalité, d'autant plus qu'on ne peut que constater un déficit, pour ne pas parler d'absence, de politiques publiques orientées vers la solution des problèmes socioéconomiques et culturels qui s'y développent.

L'article de **Raymond Noël** pose la problématique de la participation dans le contexte – tellement complexe en Haïti – de la décentralisation basée sur les collectivités territoriales. Il ne peut y avoir de démocratie participative ni de décentralisation sans un fonctionnement efficace des collectivités territoriales. Celui-ci répond à l'exigence fondamentale de l'inclusion du plus

grand nombre de citoyens à la gestion des affaires de la nation et à l'obligation de fournir de meilleurs services à la population par la mise en place d'une administration de proximité. Cependant, de nombreux facteurs du système politico-administratif et socioéconomique constituent, à n'en pas douter, de multiples freins à la mise en place de la décentralisation et donc à une participation des citoyens acteurs.

En outre, il nous faut signaler qu'adoptant une attitude positive, les auteurs soulignent le « savoir-faire » des habitants, l'expertise qu'ils possèdent de leur milieu et leur dynamisme pour s'adapter aux changements. Cette considération amène des réflexions sur le grand potentiel de transformations sociales, la capacité de création et l'expression de propositions de nouvelles formes de vie en société qu'offre la mobilisation dans ces populations « exclues », dans un pays où les inégalités sont

devenues insupportables. Dans la planification, la gestion et la durabilité de tout projet, leur rôle d'acteurs actifs et responsables a été mis en valeur. À la recherche de solutions de remplacement, ces expériences intégrées dans le processus national recommandent, d'une façon ou d'une autre, la participation des habitants à l'élaboration des politiques urbaines, à la prise de décisions et la mise en œuvre des choix.

Face à l'urgente nécessité que posent aujourd'hui la solution des problèmes cruciaux du pays et la tâche gigantesque de la reconstruction nationale, chaque pas, chaque réflexion représente un apport et une avancée dans cette recherche. Ces articles invitent tous ceux qui s'intéressent encore à l'avenir de ce pays à repenser la participation citoyenne dans un apprentissage individuel et collectif en vue de la construction d'une nouvelle Haïti. ■

Suzie Castor, Ph. D. détient un doctorat en Histoire de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM). Elle est professeure et chercheuse retraitée de l'UNAM et actuellement directrice du Centre de Recherche et de Formation Economique et Sociale pour le Développement (CRESFED) Haïti. Elle a à son actif plusieurs publications sur Haïti, la Caraïbe et l'Amérique Latine. sucastor@gmail.com

Michel Max Raynaud, Ph.D. est architecte D.P.L.G. (France) et urbaniste D.I.U.A.P. (France), et professeur agrégé à École d'urbanisme et d'architecture de paysage (montage et gestion de projets), Faculté de l'aménagement, Université de Montréal. Il est Directeur de l'Observatoire Ivanhoé Cambridge du développement urbain et immobilier. Il a fondé et dirige avec ONU Habitat le Programme RESAUD (Réseau d'Échanges Stratégiques pour une Afrique Urbaine Durable) pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030 des ODD et du Nouvel Agenda Urbain 2036. michel.max.raynaud@umontreal.ca